

# «LE CHAMP RELIGIEUX EST EN RAPIDE MUTATION»

MERCREDI 16 JANVIER 2008

[Lettre De Lecteur](#) [1] [Suivez ses écrits](#) [2]

**SECTES Jörg Stolz rappelle que le travail qu'accomplit l'Observatoire des religions en Suisse n'est pas le même que celui que fournit le Centre intercantonal d'information sur les croyances, dont la subvention a récemment été coupée.**

Le 14 décembre 2007, le Grand Conseil genevois a voté la suppression des subsides alloués au Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC) qui constitue et diffuse de l'information sur les mouvements religieux controversés.

Ce vote sonne le glas d'un centre qui fournit à l'heure actuelle un service important en Suisse romande. Nous apprenons également que «selon l'UDC, l'université de Lausanne qui s'est dotée d'une cellule de recherche sur cette problématique, fait très bien l'affaire» (Le Courrier, du 15 décembre 2007).

En tant que directeur de cette «cellule» qui se nomme l'Observatoire des religions en Suisse (ORS), je suis étonné que des députés se méprennent autant sur les activités respectives de l'ORS et du CIC. Les deux institutions offrent des services à la collectivité qui sont complémentaires, mais qui ne doivent toutefois pas être confondus. L'ORS est une unité de recherche interdisciplinaire liée à l'université de Lausanne. Il vise à développer et coordonner la recherche spécialisée en sciences sociales et humaines des religions et participe à la formation des étudiants et à celle de la relève universitaire. En aucun cas, il ne peut accomplir le travail d'information quotidien du CIC qui est au service des familles, des administrations cantonales et communales, des écoles, des médias et du public de Suisse romande.

En tant qu'expert des changements religieux dans notre société, permettez-moi d'ajouter un autre point. Le champ religieux est en très rapide mutation; les thérapies spirituelles et groupements religieux peu connus foisonnent. Dès lors, un service pour informer et protéger les consommateurs en matière religieuse d'une manière neutre et professionnelle est nécessaire. Tandis qu'en Suisse alémanique, trois centres d'informations et de protection des consommateurs similaires (Relinfo, Infoforel et Infosecta) existent, le CIC est le seul organisme en Suisse romande qui fournit ce service important. Il est alors difficilement compréhensible que le canton de Genève veuille supprimer ce centre sur la base d'arguments erronés, sans se coordonner avec les autres cantons de la Suisse romande et sans se soucier d'alternatives possibles.

JÖRG STOLZ,

directeur de l'Observatoire des religions en Suisse

directeur de l'Observatoire des religions en Suisse

[Lecteurs\(926\)](#) [3][Lettre de lecteur\(930\)](#) [4]